

<http://www.collectiflieuxcommuns.fr/?57-tendances-et-perspectives-presentes>



Tendances et perspectives présentes (1974)

- Documents extérieurs - Crises économique, sociale, politique -



Date de mise en ligne : jeudi 11 avril 2019

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Ce texte fait partie de la brochure n°9 « Crises économique, politique, sociale, anthropologique ».

Il est possible de la télécharger [dans la rubrique brochures](#).

Introduction à la seconde édition anglaise de 1974 [renommée par nous. LC], écrite en anglais, du « *Mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne* » pour *Solidarity*. Traduite de l'anglais par moi [CC]. Reprise dans « *Capitalisme moderne et révolution, T2* », ed. 10/18, 1979, pp. 223 - 258

Repris aujourd'hui dans « Écrits politiques 1945-1997, I et II. La Question du mouvement ouvrier », Sandre 2012

- I - Les tendances qui se sont approfondies depuis 1959...

Lorsque « Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne » a été initialement rédigé, en 1959, on ne pouvait pas juger de la justesse des idées qu'il formulait sur la base de l'expérience courante. Ses idées essentielles, résumées dans son « Introduction » et dans son chapitre final [1] ne constituaient pas une description d'une masse de données empiriques qui s'imposerait d'elle-même. Pas davantage, elles n'extrapolent les observations, d'après des méthodes scientifiques « exactes », sûres et établies. Certes, elles soutenaient une relation avec les événements et les tendances effectifs - mais cette relation impliquait non seulement une nouvelle interprétation des « faits », mais aussi et surtout une décision concernant les « faits » qui étaient pertinents et ceux qui ne l'étaient pas. Ces décisions équivalaient à un changement du cadre théorique traditionnel - et ne pouvaient être prises que moyennant un tel changement. Changement qui, à son tour, découlait non tellement d'un travail purement théorique, mais d'une nouvelle conception de l'objet du socialisme.

Le texte affirmait, par exemple, que le niveau de vie de la classe ouvrière s'élevait et allait continuer de s'élever ; que le chômage permanent n'avait plus, et n'allait plus avoir dans l'avenir, l'importance numérique qu'il avait eu pendant les précédentes 150 années de développement capitaliste, et que l'État capitaliste était devenu capable de contrôler le niveau général d'activité économique et d'empêcher des crises de surproduction majeures. Tout cela était certes correct, pour ce qui est des années 1950. Mais cette période, prise en elle-même, aurait pu avoir été seulement une autre phase d'expansion cyclique du capitalisme - comme l'avaient été les années 1920. Pendant de telles périodes, il y a toujours eu une élévation des salaires réels, une baisse du chômage et l'apparence d'une capacité triomphante des classes dominantes de gérer bien leurs affaires.

Le texte affirmait aussi que l'absence d'activité politique des masses, dans les pays capitalistes avancés, exprimait une caractéristique nouvelle, profonde et durable du capitalisme moderne. Il appelait ce phénomène *privatisation* et soutenait qu'il allait constituer le problème central confrontant l'activité des révolutionnaires pendant la période historique à venir. Certes, c'était là ce que l'on avait observé dans les pays occidentaux, où la population était restée politiquement inactive pendant les années 1950. En France, de Gaulle était arrivé au pouvoir en 1958 au milieu d'une apathie générale. Mais des périodes de « recul » dans l'activité politique des masses avaient été la règle dans l'histoire du capitalisme. Il n'y avait rien, au niveau empirique, qui obligeait à penser qu'on assistait à un phénomène

nouveau.

De même, le texte affirmait que les nouvelles attitudes de la jeunesse et ses révoltes contre différents aspects du système n'avaient rien de commun avec le « conflit des générations » observé dans la plupart des sociétés depuis des temps immémoriaux ; que ces attitudes nouvelles exprimaient un rejet total du système par les jeunes ; que la société établie était en train de devenir incapable d'élever une nouvelle génération qui reproduirait l'état de choses existant - et que la révolte des jeunes était devenue un ferment important du processus de transformation sociale. Certes, vers la fin des années 1950, les manifestations étudiantes en Turquie ou en Corée avaient provoqué la chute de gouvernements particulièrement corrompus et réactionnaires mais on aurait pu les considérer comme des manifestations « simplement » politiques ; après tout, dans les pays non industrialisés, les étudiants avaient, de longue date, joué un rôle politique important.

Enfin, le texte soutenait que les questions étroitement « économiques » et « politiques », au sens établi en ces termes, devenaient de moins en moins pertinentes et que le mouvement révolutionnaire devait désormais être concerné non pas par des abstractions, mais par tout ce que les hommes et les femmes font et subissent dans la société actuelle, et avant tout par les problèmes qu'ils affrontent dans leur vie quotidienne réelle. Tout cela revenait à un diagnostic de la crise de la société comme crise de l'ensemble de sa texture et de son organisation, et de ce qui tenait cette texture ensemble, à savoir des significations, des motivations, de la responsabilité et de la socialisation elle-même. A cette crise le système essayait de faire face par le moyen d'une « consommation » constamment croissante et en essayant d'enchaîner les gens à la « course de rats ». Le texte affirmait que cette parade ne pourrait pas servir le système très longtemps, car le vide et l'absurdité de cette philosophie de 1' « encore plus et encore plus » allaient tôt ou tard se dénoncer eux-mêmes. Tout cela aurait pu être simplement un assemblage d'impressions et de notations « littéraires », « psychologiques », « sociologiques » ou « philosophiques » (correctes ou non, intéressantes ou non). La vraie question était celle de sa pertinence pour l'activité révolutionnaire.

Quinze ans après, on a le droit de constater que ces idées ont été amplement « confirmées par l'expérience ». Le développement économique des pays industrialisés ne peut être compris que sur la base des conceptions définies dans ce texte, alors même que des facteurs nouveaux et imprévisibles se sont dramatiquement manifestés (la deuxième partie de cette « Introduction » est consacrée à cette question). Aucune activité *politique* des masses - et en particulier du prolétariat - ne s'est manifestée, et ce n'est pas les occasions qui auront manqué : une grève générale en Belgique en 1961, huit années de guerre du Viêtnam aux Etats-Unis, Mai 1968 en France, trois ans de crise sociale et politique en Italie depuis 1969, un chaos sans précédent en Grande-Bretagne depuis trois mois. [Grève des mineurs de l'hiver 1973-1974, en pleine crise pétrolière.] Rien de tout cela n'a provoqué, pas même partiellement, pas même sous le contrôle des organisations bureaucratiques traditionnelles, une mobilisation *politique* du prolétariat. D'autre part, depuis le début des années 1960, l'activité et l'effervescence de la jeunesse en général, des étudiants en particulier, a constitué le principal facteur de trouble dans les sociétés occidentales. Pendant le même temps, les relations familiales traditionnelles et la place et le rôle de la femme dans la société ont été mis en question avec une intensité croissante, de même que l'idéologie capitaliste de la croissance et de la consommation et la conception capitaliste de la relation entre l'homme et la nature. La question « philosophique » portant sur la signification de la vie en société est en train de devenir une question « pratique » pour un nombre croissant de gens.

Ce qui importe, au-delà de cette « confirmation par les faits », est la question de savoir comment et pourquoi il a été possible de formuler ces affirmations avant l'événement. Quelles étaient la conception et la méthode générales permettant de décider, dans le chaos des données sociales et historiques, qu'est-ce qui était pertinent et qu'est-ce qui ne l'était pas, qu'est-ce qui contenait les germes de l'avenir et qu'est-ce qui n'était qu'un résidu du passé, qu'est-ce qui correspondait aux intérêts profonds des hommes et des femmes et qu'est-ce qui n'intéressait qu'une poignée de pseudo-théoriciens ? Cette méthode et cette conception ont été explicitement formulées ailleurs, et il n'est pas nécessaire d'y revenir ici [2]. Qu'il suffise d'énoncer un principe général d'orientation : sont pertinents les faits qui ont trait au projet révolutionnaire, conçu comme une transformation radicale de la société créée par l'activité

autonome des gens. C'est donc cette *activité autonome* - ou bien son absence -, ses formes et son contenu, passés et présents, effectifs et potentiels, qui devient la catégorie théorique centrale, le point archimédien de l'interprétation. Séparée de cela, toute théorie, aussi élaborée, subtile et complexe soit-elle, est condamnée, tôt ou tard, à révéler son identité avec les postulats les plus fondamentaux - même s'ils sont cachés - de l'idéologie du capitalisme et, plus généralement, de toutes les sociétés aliénées. Ces postulats reviennent à poser les êtres humains comme une simple classe particulière d'objets ou de choses, qui seraient à décrire, analyser et prédire par la théorie, et à traiter et manipuler par une « pratique » réduite à une technique.

... et l'impossibilité des marxistes de les saisir

Cela étant donné, il n'est pas difficile de répondre à une autre question, apparemment énigmatique, à savoir : comment se fait-il que les représentants et partisans de la méthode marxiste - la prétendue « science » de la société et de la révolution - se sont montrés constamment incapables, quelle que soit la variété particulière de leur croyance, de prévoir quoi que ce soit ou même simplement de voir ce qui se passait autour d'eux ? Comment se fait-il que ni en 1960, ni en 1965, ni en 1970, ni aujourd'hui ils n'aient été capables de prévoir - ou simplement de voir - de tels faits massifs comme l'expansion continue de la production capitaliste et ses implications, l'importance croissante des luttes de la classe ouvrière dans la production autour des conditions et de l'organisation du travail, l'« apathie » politique et la privatisation des gens, l'étendue et la profondeur de la révolte des jeunes, la crise des relations familiales traditionnelles, le mouvement des femmes, etc. ? La raison en est que, tout d'abord, c'est leur conception même qui les rend aveugles. Il ne s'agit pas ici de telle ou telle thèse particulière, mais de l'esprit de leur conception, de son noyau philosophique et logique ; c'est celui-ci qui dirige leurs regards vers ce qui n'est pas pertinent, vers ce qui peut, prétendument, être saisi par la méthode « scientifique ».

Il faut ajouter que le terme de « scientifique » est ici un grossier abus de langage. L'attitude scientifique ne consiste pas à continuer à discourir sans se soucier de ce qui arrive à l'objet des discours. Marx ; qui n'était certainement pas un empiriste, n'a jamais cessé d'essayer de relier sa pensée à l'évolution économique, politique ou culturelle de son époque. Mais même cela ne suffit pas. Lorsqu'une théorie est contournée par les faits, ou doit affronter des faits qu'elle n'avait pas prévus ni ne pouvait prévoir - ou qu'elle ne peut pas interpréter -, elle peut toujours être « sauvée », comme on sait, par le recours à des hypothèses additionnelles, pourvu que la totalité de ces hypothèses garde une cohérence logique. Cela peut marcher, jusqu'à un certain point. Mais au-delà de ce point, l'accumulation continue d'hypothèses additionnelles est presque toujours le signe qu'une théorie est morte.

L'exemple le plus célèbre dans l'histoire de la science est celui des « épicycles ». Pendant des siècles, les astronomes ont essayé de rendre compatibles les mouvements observés des planètes avec l'idée que la Terre était au centre de l'univers (système géocentrique). Dans le jargon scientifique d'aujourd'hui, dire d'une conception qu'elle a atteint le stade des épicycles, c'est dire qu'elle est devenue intenable.

Mais les diverses espèces de « marxistes » contemporains sont incapables de faire même cela. Tous les faits doivent être rigidement ajustés à une théorie formulée il y a 125 ans - ou, plus exactement, à la version particulière de cette théorie que le « marxiste » particulier en question considère comme la seule correcte. Ce que l'on ne peut pas faire ainsi entrer de force dans le cadre préconçu est simplement ignoré - totalement, ou dans ses traits essentiels. Ainsi, la plupart des interprétations « marxistes » de la révolte étudiante de Mai 1968 en France se réduisent à ceci : les étudiants luttèrent contre le chômage qu'ils allaient rencontrer après la fin de leurs études. Laissant de côté la stupidité intrinsèque de cette « interprétation », il est intéressant d'observer comment l'on escamotait ainsi la substance de l'affaire, à savoir, le *contenu* de la lutte et des revendications étudiantes. Les étudiants ne demandaient pas au gouvernement de leur garantir qu'ils trouveraient un emploi après la fin de leurs études ; ils essayaient d'imposer l'autogestion des universités, d'abolir le rapport traditionnel maître-élève, de

changer les programmes, les méthodes, l'orientation des études. Tout cela ne pouvait nullement les aider à trouver un emploi après la fin de leurs études (en réalité, dans le contexte du système existant, ce serait plutôt le contraire). C'est dans ces revendications que gît l'importance historique et la nouveauté du mouvement étudiant.

Dans le domaine de l'économie, champ privilégié pour les marxistes, la situation est encore pire. Ainsi, la croissance continuée de la production capitaliste est soit ignorée, soit « expliquée » par la « production d'armements ». On ne sait pas par où commencer et où terminer la discussion de cet argument grotesque. Pour prétendre à une plausibilité *prima facie*, l'argument requiert que la production d'armements ait été croissante et continue de croître, en termes relatifs, par rapport à l'ensemble de la production. Seuls les termes relatifs ont évidemment une signification lorsqu'on considère un tout en expansion. Cela, les différents « économistes marxistes » semblent organiquement incapables de le comprendre. Ils raisonnent toujours en termes absolus, qui sont privés de toute signification. Ce qui importe, en économie, ce sont les proportions, les *taux* de croissance ou de diminution, les accélérations ou décélérations *relatives*, etc. Que penserait-on d'un médecin qui, examinant un adolescent, conclurait : « Il est gravement malade, ses bras se sont allongés de 7 centimètres depuis six ans ; cela doit être un cas d'acromégalie ! » - et qui ne remarque pas que, pendant cette même période, l'adolescent a grandi de 30 centimètres ?

De la même manière, on entend constamment dire que le budget militaire des États-Unis a été augmenté de tant de milliards de dollars cette année - mais jamais que cela représente, éventuellement, une *proportion* du P.N.B. *plus petite* que celle de l'année précédente. Mais une proportion décroissante de dépenses d'armement aurait dû avoir aggravé les difficultés supposées du capitalisme. Et de quoi parle l'économie politique de Marx ? Parle-t-elle de valeurs *d'usage*, ou de « valeurs » et de « marchandises » ? Les armements ne seraient-ils pas des « marchandises » ? Le fait que nous ne les aimons pas, leur enlève-t-il leur qualité de « marchandise » ? Et est-ce que les armements sont produits à partir de rien ? Supposons que la production d'armements augmente, que ce soit en termes relatifs ou en termes absolus ; cela n'implique-t-il pas une augmentation plus ou moins parallèle de la production d'acier, de combustibles, d'instruments électroniques, etc. - et de la production d'objets de consommation pour les ouvriers qui produisent tout cela ?

Un bel exemple, assez typique, de la logique des « marxistes » contemporains est fourni par les tentatives récentes de défendre l'idée de la « baisse du taux de profit » en montant en épingle *le cas du capitalisme anglais pendant la dernière décennie* (n'existe-t-il pas d'autres pays et d'autres périodes ?) et en expliquant cette baisse du taux de profit par la *hausse* des salaires qui a résulté d'une plus grande combativité de la classe ouvrière [3]. Accordons les faits invoqués, les prémisses et le raisonnement. Comment ne pas voir que, si la thèse est vraie, elle *détruit* totalement la théorie économique de Marx ? Le postulat fondamental de celle-ci est que la force de travail est une marchandise comme n'importe quelle autre, et que, fluctuations temporaires mises à part, sa « valeur » *ne peut pas* être modifiée par l'action humaine. Ce n'est pas telle ou telle conséquence secondaire, mais le *concept fondamental* du système qui est ruiné si l'on accepte que le niveau des salaires (et par conséquent, le taux d'exploitation) est déterminé par la lutte de classe (comme, en effet, je l'ai affirmé dans ce texte il y a quinze ans). Deuxièmement, pour Marx le taux d'exploitation doit *augmenter* sous le capitalisme. C'est là une conséquence beaucoup plus claire et beaucoup moins ambiguë de son système, que la « baisse du taux de profit ». Marx est sous l'obligation d'expliquer, et essaie de le faire dans le Livre III *au Capital*, comment il est possible que le taux de profit baisse *malgré l'augmentation du taux* de l'exploitation (laquelle évidemment, en elle-même, tendrait à augmenter la masse des profits et, toutes choses égales d'ailleurs, le taux de profit aussi bien). Aujourd'hui, les défenseurs de Marx affirment que le taux de profit baisse, *parce que*, le taux d'exploitation *diminue*. Arrêtez-vous et admirez.

L'attitude générale et typique d'un « marxiste » contemporain, dans ce champ comme dans tous autres, est la combinaison d'une *dénégation de réalité* et de l'affirmation que *demain* (et demain il y aura un autre demain) la réalité correspondra enfin aux prévisions de la théorie. (Ce qui implique, évidemment, qu'aujourd'hui elle ne leur correspond pas.) En d'autres termes, tous les « marxistes » contemporains affirment simultanément (implicitement ou explicitement) :

a) qu'il est faux que la production croît, que les salaires réels augmentent, que le chômage ne montre aucune tendance vers une augmentation à long terme, que l'on n'observe pas de dépressions profondes, etc. - et

b) que tout cela est vrai, mais *qu'il cessera d'être vrai demain* [4].

L'important à cet égard est de comprendre pourquoi et comment ce type d'attitude totalement irrationnelle et anti-scientifique, camouflée sous les prétentions de la « science », peut encore prévaloir et être si largement répandu parmi des êtres humains « normaux ». C'est là un problème immense, et d'une importance cardinale pour l'action révolutionnaire elle-même. Car, si les gens déterminent leur comportement sur la base de croyances lesquelles, une fois dépouillées d'une interminable série de rationalisations et d'impertinences, reviennent à : « Je tiens p pour vrai car je pense que $non-p$ est vrai », la question de savoir comment et moyennant quel processus ces gens pourraient jamais apprendre à partir de leur expérience et devenir réceptifs à une argumentation logique devient une question dramatique. Je ne peux pas en discuter ici. Qu'il suffise de noter d'abord que ce fait lui-même constitue encore une réfutation massive de la conception marxiste de l'histoire (selon laquelle des « illusions » peuvent jouer un rôle dans l'histoire, mais non pas de pures et simples irrationalités - et, en outre, ces illusions devraient être passibles d'une « explication » rationnelle quelconque, aussi bien quant à leur contenu que quant aux raisons qui leur permettent de dominer les individus). En deuxième lieu, nous avons ici un phénomène historique nouveau : l'adhésion à un ensemble de croyances qui ne peuvent être définies ni comme une « idéologie » au sens propre du terme (comme, par exemple, l'idéologie capitaliste « libérale » du XIXe siècle), c'est-à-dire un système apparemment cohérent d'idées qui fournissent une « justification rationnelle » des intérêts et de la pratique sociale d'une couche sociale donnée, ni comme une « religion », malgré la tentation justifiée d'utiliser ce terme. L'élément religieux, en l'occurrence, se trouve dans *le mode d'adhésion subjective à l'ensemble des croyances en question*, la recherche d'une certitude au-delà de toute question et l'impénétrabilité à toute argumentation logique. Mais le contenu des croyances, avec ses prétentions « scientifique » et l'absence de toute référence à un principe ou à une origine transcendants, diffère substantiellement de ce que nous connaissons historiquement comme religion. Nous observons ainsi un nouveau type de croyances collectives irrationnelles qui exprime, comme toutes les religions, le besoin des êtres humains aliénés de cesser de penser et de chercher pour eux-mêmes et de situer hors d'eux-mêmes une source de la vérité et une garantie que le temps amènera l'accomplissement de leurs souhaits. Mais, à une époque de triomphe de la science, ce besoin ne peut plus être satisfait par des représentations purement et simplement mythiques, comme les représentations religieuses. Il se tourne ainsi, pour sa satisfaction, vers une croyance pseudo-rationnelle. Il est à peine nécessaire d'ajouter que ce complexe d'attitudes et de croyances forme une partie organique du monde social établi, contre lequel un révolutionnaire a à lutter - et ce n'est pas là une façon de parler : car on en voit clairement les effets pernicioeux et réactionnaires lorsque l'on rencontre des ouvriers ou des étudiants honnêtes dont la pensée a été plongée dans une confusion inextricable par les mystifications propagées par les différentes sectes « marxistes ».

- II - Evolution économique des pays industrialisés

Il est utile d'examiner brièvement l'évolution économique des pays industrialisés pendant les quinze dernières années (et en particulier pendant la phase la plus récente de cette période), et cela pour deux raisons principales. D'abord, parce que c'est dans ce domaine particulier que la confusion propagée par les « marxistes » traditionnels est la plus grande. Deuxièmement, parce que l'évolution récente montre clairement que la répudiation des concepts et des méthodes traditionnels d'analyse non seulement ne nous laisse pas désarmés devant les phénomènes économiques mais qu'elle est, au contraire, une présupposition nécessaire pour l'intelligence des événements.

La croissance capitaliste pendant les années 1960.

Pendant la majeure partie des années 1960 l'expansion économique dans les pays capitalistes industrialisés a continué de manière plus ou moins régulière, suivant le processus décrit dans les Chapitres I et II du « Mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne ». Pendant ces dix années, le volume de la production totale (produit national brut aux prix du marché, prix constants) de l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. a augmenté au taux composé de 4,8 % par an - le taux était légèrement inférieur aux Etats-Unis, supérieur en Europe continentale et de loin plus élevé au Japon [5]. La croissance des dépenses de consommation privée a été en gros similaire, de même que celle des salaires réels. Il y a eu quelques fluctuations mineures du niveau de la production (ou, plus exactement, de son taux de croissance) et du niveau de l'emploi, mais ces fluctuations sont restées extrêmement étroites, par comparaison à ce qui se passait avant la Deuxième Guerre mondiale, tout au long de la période (et jusqu'à aujourd'hui). Il n'y a eu qu'une exception importante dans cette image générale : le Royaume Uni, pour les raisons déjà discutées dans les chapitres VI et VII du texte.

L'expansion de l'emploi.

Pour ces mêmes pays, et pour la période 1957 à 1970, la population active civile est passée de 264,7 millions à 299,4 millions ; la population active civile occupée, de 257,1 à 291,5 millions. La différence entre ces deux séries, équivalente en gros au chômage, était de 7,6 millions (soit, 2,87 % de la population active) en 1957 (année de boom) et de 7,9 millions (soit, 2,64 % de la population active) en 1970 (année de faible activité). Pendant la même période, l'emploi dans l'agriculture est tombé de 61,2 millions en 1957 à 42,1 millions en 1970. Ainsi, le secteur capitaliste proprement dit de l'économie a absorbé, en plus de l'accroissement « naturel » de la population active de 30 millions pendant la période, 19 autres millions libérés par l'agriculture. En d'autres termes, l'emploi dans l'industrie et, les « services » a augmenté de 195,9 millions en 1957 à 249,4 millions en 1970 (+ 27 % en 13 ans, soit environ 2 % par an). Pendant la même période, le total des forces armées a diminué, passant pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. de 6,34 millions à 5,84 millions (la mobilisation américaine pour la guerre du Viêt Nam compensant en partie la démobilisation française après la guerre d'Algérie).

Dans plusieurs pays importants, le chômage est en fait devenu *négatif* pendant cette période. Ainsi, l'Allemagne comptait encore en 1957 quelque 760 000 chômeurs ; à la fin de 1973 (et avec une récession commençante), non seulement le nombre des vacances d'emplois était encore supérieur au nombre de chômeurs, non seulement plusieurs centaines de milliers additionnelles de réfugiés de l'Allemagne de l'Est avaient été absorbées par l'économie de la République fédérale, mais, en outre, environ *deux millions* de travailleurs étrangers immigrés (pour la plupart Turcs, Yougoslaves et Grecs) étaient entrés dans le pays et y travaillaient. Cela revient à dire que le « chômage » était environ *moins 10 %* de la population active « allemande » - en d'autres termes que pendant cette période, il y avait eu non pas un excès, mais un déficit de main-d'oeuvre de cet ordre. A un degré moins impressionnant, la même situation prévalait dans la plupart des autres pays continentaux. La France, outre qu'elle a absorbé un million de Français d'Algérie, a eu besoin d'un afflux continu de travailleurs immigrés, et emploie actuellement environ 1,5 millions de travailleurs étrangers (surtout Algériens, Africains, Espagnols, etc.). Le travail des immigrés est crucial pour la Suisse et important pour les Pays-Bas, la Belgique et la Suède. Même les Etats-Unis ont absorbé pendant cette période un afflux d'immigrants atteignant en moyenne 350 000 par an (y compris, dans ce cas, les femmes et les enfants).

La pression des salaires et l'inflation.

Cependant, pendant cette même période, un facteur de dislocation allait se renforçant. C'était l'« inflation » ou, plus exactement, la hausse des prix. Le *taux* d'élévation du niveau général des prix (« indice des prix implicite du P.N.B. ») a augmenté continuellement, année après année, passant de 2,1 % en 1961 à 5,9 % en 1970. Des facteurs accidentels et exceptionnels ont contribué à l'inflation pour telle année ou tel pays. Mais le caractère général et continu du phénomène montre que ce n'est pas là qu'il faut en chercher les causes principales. La cause principale a été la pression croissante exercée non seulement par les ouvriers de l'industrie - bien que ceux-ci aient effectivement fixé l'allure du mouvement dans la plupart des cas - mais par tous les salariés, visant à obtenir des revenus plus

élevés, des réductions de la durée du travail et, à un degré croissant, des modifications dans leurs conditions de travail. Cette pression a revêtu par moments une forme plus ou moins explosive - par exemple, la grève générale en France en mai-juin 1968, ou le « mai rampant » italien, qui a duré presque trois ans à partir de 1969. Cette pression a été, et reste, constamment présente dans tous les pays industrialisés.

Politiques capitalistes devant l'inflation.

Dans les conditions prévalentes d'occupation virtuellement pleine de la main-d'oeuvre et de forte demande globale, les entreprises capitalistes n'ont pratiquement guère de motifs pour résister à cette pression (et cela dans des limites assez larges). L'accroissement des coûts salariaux nominaux est facilement compensé par des prix de vente plus élevés. Les marges de profit sont ainsi maintenues, et la valeur de l'endettement de la firme à l'égard des banques ou des porteurs d'obligations se trouve réduite (en termes de la valeur marchande courante de la production de la firme). Mais pas davantage ne peuvent résister à ces pressions les gouvernements capitalistes dans leur rôle de représentants des « intérêts généraux » du système.

Faillite des politiques de « régulation de la demande ».

Pendant longtemps, les gouvernements capitalistes ont essayé de réduire la rapidité des hausses des salaires et des prix par le moyen de politiques générales de « régulation de la demande ». L'idée profondissime qui sous-tend ces politiques est que, si vous réussissez à fabriquer un taux de chômage plus important, la combativité des ouvriers baissera d'autant, par crainte du chômage, et par conséquent, les hausses de salaire aussi. Quelques économistes ont essayé de quantifier cette corrélation négative entre le niveau de l'emploi et la rapidité de la hausse des salaires, et le résultat a été pompeusement baptisé « courbe de Phillips ». On oubliait seulement que l'influence de cette relation offre/demande sur le prix de la force de travail [6], qui était en effet réelle dans le bon vieux temps, a pratiquement cessé d'exister.

Comme les faits l'ont montré, la pression des salariés pour des revenus plus élevés ne diminue pas, ou ne diminue que marginalement, lorsque le chômage augmente *dans les limites réalisables*. *Sur le papier* (c'est-à-dire si l'on extrapolait les « courbes »), la pression des travailleurs pourrait diminuer si l'on pouvait pousser le chômage à un niveau fantastique, disons 10 ou 20 % de la population active. Mais aucun gouvernement capitaliste n'est suffisamment stupide pour faire cela, car ils savent tous que le système exploserait instantanément. En d'autres termes, le facteur décisif ici est un changement séculaire du comportement des salariés, qui en sont arrivés à considérer comme allant de soi une augmentation de leurs revenus réels bon an mal an, qui ne sont pas dissuadés à cet égard par les fluctuations habituelles de la demande et de l'emploi, et qui certainement ne toléreraient plus un chômage massif. La conclusion la plus claire de tout le travail économétrique fait depuis quinze ans sur la relation entre le chômage et le taux de hausse des salaires est que, même lorsque le chômage monte jusqu'à un niveau qui correspond à une croissance *nulle* de la production réelle, il y a encore une hausse résiduelle non négligeable des salaires nominaux. Cela signifie que les politiques qui essaient d'augmenter le chômage (pour réduire par là la pression sur les salaires) non seulement ne constituent pas, du point de vue des capitalistes, une cure du mal mais l'aggravent ; car dans ce cas, il y a encore et toujours une hausse des salaires sans la compensation qu'au-raient fourni autrement la croissance de la production et l'augmentation de la productivité par heure travaillée. Les gouvernements britanniques, aussi bien conservateurs que travaillistes, en ont fait l'amère expérience.

Faillite des « politiques des revenus ».

L'autre méthode inventée par les gouvernements capitalistes et leurs conseillers pour faire face à l'accélération de l'inflation a été la tentative d'imposer des « politiques des revenus » - tentative qui s'est terminée, dans presque tous les cas, par un échec dérisoire. La raison essentielle en est évidemment que les politiques des revenus supposent le problème résolu, car elles ne pourraient aboutir que si les travailleurs étaient disposés à accepter que leurs

revenus soient déterminés par quelqu'un d'autre ; mais, si tel avait été le cas, il n'y aurait eu, pour commencer, aucun besoin d'une politique des revenus. Les gouvernements capitalistes aiment penser que s'ils obtenaient l'accord de la bureaucratie syndicale sur un taux donné de hausses « permises » des salaires, ils auraient résolu le problème. Ils sont obligés de découvrir répétitivement (comme les directions des entreprises) que l'accord de la bureaucratie syndicale et l'accord des travailleurs sont deux choses assez différentes.

Conséquences internes de l'inflation des prix.

Il est bien connu, et facilement compréhensible, que les hausses des prix et des salaires se nourrissent les unes les autres. Une fois que le processus a commencé, il tend spontanément à s'accélérer. Et cela crée des problèmes difficiles pour les économies capitalistes. Pour les raisons auxquelles allusion a été faite plus haut, un taux « modéré » d'inflation générale (disons 3 % par an) est certainement un facteur favorable à l'expansion capitaliste. Un taux d'inflation situé entre 5 et 10 % par an est, peut-être, quelque chose à laquelle une économie capitaliste peut faire face. Mais au-delà de ces taux, combien d'inflation une économie capitaliste peut-elle tolérer ? Il existe certainement un point - bien que l'on ne puisse pas le déterminer d'avance - au-delà duquel une économie monétaire ne pourrait plus fonctionner normalement, car la monnaie cesserait alors de pouvoir fonctionner comme un moyen de conservation des valeurs, ou même comme étalon de calcul économique.

Conséquences internationales de l'inflation des prix.

En outre, le processus crée des déséquilibres entre les différents pays capitalistes, ou accentue les déséquilibres existants. Le taux d'inflation sera presque certainement différent pour des pays différents (en fonction de l'intensité de la pression exercée par les salariés, et de diverses caractéristiques nationales comme le degré comparatif d'imbécillité des gouvernements respectifs). Ainsi, les positions relatives des différents pays par rapport au commerce et aux paiements internationaux seront affectées à des degrés différents ; certains pays constateront que leurs prix les éliminent des marchés internationaux et/ou que leur monnaie est sujette à des « crises de confiance » périodiques parmi les financiers internationaux (une bonne illustration en est fournie par les exportations britanniques et les tribulations de la Livre sterling depuis vingt ans). A cela aussi, il existe un remède, du moins sur le papier : la dévaluation de la monnaie des pays où l'inflation est plus forte. Mais pour fonctionner, la dévaluation doit être « réelle ». Cela veut dire qu'elle doit réussir à réduire la consommation globale du pays qui dévalue, ou - ce qui est, plus ou moins, la même chose - le « prix » relatif de la force de travail nationale comparée à celle des autres pays (la première formulation concernant l'aspect offre/demande globales du problème, la deuxième concernant l'aspect coûts). Les deux reviennent essentiellement à une réduction du niveau des salaires réels. Et cela dépend, évidemment, en dernier lieu de la réaction des travailleurs devant la baisse de leurs revenus réels que la dévaluation tend à induire (moyennant l'augmentation du prix des produits importés en termes de monnaie nationale). Ainsi nous nous retrouvons au point de départ, car c'était là que le problème avait commencé. Ainsi, le « succès » relatif des dévaluations américaines de décembre 1971 et de février 1973 a été dû essentiellement au fait que les travailleurs américains ont, en gros, accepté une baisse de leur *part* de la production (de 1970 à la fin de 1973 les gains horaires « réels » - c'est-à-dire corrigés de la hausse des prix à la consommation - dans l'industrie manufacturière des Etats-Unis ont augmenté d'environ 5 %, cependant que la production industrielle a augmenté d'environ 20 % et la production par heure-ouvrier d'environ 10 %). Et l'échec des dévaluations répétées de la Livre est dû au fait que le contraire a eu lieu en Grande-Bretagne.

Une digression sur les « anticipations ».

Une digression quelque peu longue est nécessaire ici. Outre les facteurs « réels » que l'on a discutés jusqu'ici, les facteurs dits « psychologiques » jouent un rôle très important dans tous les faits économiques, et en particulier en matière de prix et de valeurs des devises. Ces facteurs introduisent un élément supplémentaire d'imprévisibilité et d'irrationalité, et leur action tend à amplifier les déséquilibres plus souvent qu'à les corriger. Soit dit en passant, le

terme de « psychologie » que les économistes académiques utilisent dans ce cas est assez mal placé. La substance de l'affaire est, évidemment, que personne ne peut jamais entreprendre une action, qu'il s'agisse d'économie ou de n'importe quoi d'autre, sans une vue concernant les événements et les situations futurs dont il pense qu'ils sont pertinents et peuvent influencer les résultats de ses actes. Ces vues ne sont pas, et ne peuvent jamais être, des répétitions ou extrapolations simples, fidèles et adéquates de l'expérience passée ; si elles l'étaient, elles seraient encore plus « fausses » qu'elles ne le sont d'habitude. Les vues sur l'avenir jouent un rôle capital dans les décisions prises à un instant donné. Elles contribuent donc à former l'avenir. Cela, bien entendu, n'implique aucunement que l'avenir correspondra en réalité aux vues que l'on avait le concernant. Le résultat de ce qu'un nombre de personnes partagent fortement une vue donnée sur un événement futur peut suffire pour produire cet événement (comme lorsque tout le monde pense que la valeur internationale du dollar va baisser et de ce fait vend des dollars, amenant ainsi la baisse), ou bien pour provoquer l'effet opposé (comme lorsque de nombreuses firmes pensent que la production d'un article donné sera très profitable dans l'avenir et, agissant en conséquence, elles créent une offre excessive du produit en question et des pertes pour elles-mêmes). Aucune décision concernant des investissements, par exemple, ne peut jamais être prise sans que soient adoptées *ipso facto* des vues extrêmement fermes sur un avenir couvrant de nombreuses années.

Une fois qu'une telle décision est prise, ces vues se trouvent incorporées dans des changements durables du « monde réel ». L'économie politique classique (et celle de Marx) était basée sur le vieux postulat métaphysique selon lequel le présent n'est rien d'autre qu'une sédimentation du passé ; par suite, ou bien elle écartait l'influence de ce facteur sur le processus économique ou bien le traitait-elle implicitement comme une sorte d'écume entourant les « forces réelles », ou comme si les différentes décisions et vues portant sur l'avenir, et les actions auxquelles celles-ci aboutissaient, pouvaient tout au plus présenter des écarts aléatoires autour d'une certaine vue et ligne de conduite « normale » (et donc se compensaient en moyenne entre elles). Cette vue « normale » était la vue « rationnelle » pour les économistes classiques et néo-classiques. Pour Marx, elle était en partie « rationnelle », en partie « irrationnelle » (cette « irrationalité » étant pour lui l'expression d'une « rationalité » cachée et contradictoire à un niveau plus profond et non-conscient).

Maintenant, ce facteur - que l'on appelle « anticipations » dans la littérature économique contempo-raine, mais qu'il vaudrait mieux d'appeler « projections » - joue un rôle décisif dans une économie comme celle du capitalisme contemporain. Premièrement, cette économie existe, et ne peut exister que, dans un état de changement perpétuel (la seule chose certaine concernant demain étant qu'il *ne sera pas* comme aujourd'hui). Deuxièmement, les facteurs monétaires et financiers ont acquis sous le capitalisme moderne une importance constamment croissante. Le résultat est, non pas que les aspects « réels » des questions se trouvent séparés de leurs aspects « financiers », mais qu'ils se trouvent, dans de nombreux cas et à beaucoup d'égards, *subordonnés* à ceux-ci. Ainsi, les valuations présentes de tous les avoirs et biens (excepté les denrées périssables, par exemple les légumes frais) sont essentiellement basées sur des projections de leurs valuations futures. Et ces valuations sont une composante centrale des décisions qui mènent à des événements réels. Cela est particulièrement vrai, bien entendu, pour ce qui est des valeurs relatives des devises et particulièrement important pendant une période où l'inflation généralisée des prix oblige les preneurs de décisions d'introduire dans leurs projections des estimations sur le cours futur des prix relatifs. Ces projections deviennent par là un facteur important dans les enchaînements du processus inflationniste.

L'« accident » vietnamien et ses effets - internes...

Revenons à notre sujet central. Le principal trait caractéristique des économies capitalistes avancées pendant les années 1960 a été la généralisation et l'accélération de l'inflation des prix, résultant d'abord et surtout de la pression exercée pour l'accroissement de salaires. Sur cette toile de fond a surgi un facteur qui, du point de vue purement économique, est un « accident » ou plutôt une constellation d'« accidents » : la guerre du Viêtnam et la manière selon laquelle les Administrations successives des Etats-Unis ont traité ses conséquences économiques. La guerre elle-même a créé une forte « demande » additionnelle aux Etats-Unis. De 1964 à 1969, les « dépenses de défense » des Etats-Unis, au sens de la comptabilité nationale et à prix courants, sont passées de 51,8 à 81,3 milliards de

dollars, soit une augmentation de 57 %. Pendant la même période, le produit intérieur brut a augmenté de 638,9 à 941,5 milliards de dollars, c'est-à-dire « seulement » de 47 %. Cela a augmenté les pressions inflationnistes. Mais le problème n'était nullement insoluble « en soi », comme le montrent d'autres exemples historiques. Le gouvernement de Gaulle a continué la guerre d'Algérie de 1958 à 1961 *en même temps* que l'économie française était « stabilisée » et que ses comptes extérieurs montraient une amélioration spectaculaire. Que le problème était soluble le montrent aussi les grandeurs des quantités en cause. Aucun miracle n'est nécessaire pour « faire de la place » à 30 milliards de dépenses additionnelles sur un poste donné, pendant une période où le total des ressources disponibles augmente de 300 milliards de dollars. Le problème a été totalement « bousillé » par l'Administration Johnson essentiellement à cause des raisons *politiques* : ses illusions persistantes relatives à une victoire rapide au Vietnam, et sa difficulté à adopter des mesures impopulaires d'imposition devant la montée de l'opposition interne à la guerre.

...et internationaux.

Le résultat en a été à la fois l'accélération de l'inflation des prix aux Etats-Unis et une détérioration rapide et aiguë de la balance des transactions avec l'étranger. Les « exportations nettes » de biens et services, qui étaient de + 4,5 milliards de dollars en 1964, tombaient à - 2,3 milliards de dollars en 1969. Cela venait s'ajouter à une tendance bien marquée depuis le milieu des années 1950 : l'Allemagne, l'Italie, le Japon et la France, faisaient avec succès, l'une après l'autre, une nouvelle entrée dans les marchés mondiaux comme concurrents dans le domaine des produits industriels, et commençaient à menacer les positions de l'industrie américaine. Mais le capital américain n'a pas pour autant arrêté ses investissements à l'étranger. Bien que ces investissements soient négligeables par comparaison au P.N.B. et aux ressources des Etats-Unis - de l'ordre de 3 milliards de dollars par an en moyenne pour les « investissements directs » - ils étaient très importants comparés à la balance des transactions avec l'étranger.

Maintenant, si le pays A présente, pour une année donnée, un excédent commercial de 1 milliard de dollars sur le pays B, il peut être payé par un moyen de paiement acceptable (or, devises), ou bien acheter des avoirs dans le pays B (de la terre, des bâtiments, des mines, des usines). Mais si le pays A présente un déficit à l'égard du pays B et, en plus, achète des avoirs dans le pays B, comment peut-il payer pour le tout ? Eh bien, il peut payer moyennant des reconnaissances de dette. Pour combien de temps ? Aussi longtemps que le pays B les accepte. Et pendant combien de temps le pays B les acceptera-t-il ? Dans les affaires habituelles (entre individus ou entreprises), les reconnaissances de dette seront acceptées aussi longtemps que B pense qu'il a de bonnes raisons pour croire qu'elles seront honorées en temps voulu. La situation est plus ou moins analogue pour ce qui est des reconnaissances de dette internationales qui sont connues sous le nom de monnaies nationales. La situation n'est pas *totale*ment analogue pour ce qui est de la monnaie dominante du pays capitaliste dominant, cette reconnaissance de dette particulière appelée dollar.

Le système monétaire international et l'étalon dollar.

Pour diverses raisons qui tiennent à toute l'histoire du capitalisme occidental depuis 1933 et particulièrement depuis 1945, les Etats-Unis ont réussi à faire du dollar presque un moyen de paiement légal entre pays capitalistes (et même entre pays « socialistes »). Il n'est ni possible, ni nécessaire de traiter ici de tous les aspects complexes du « système monétaire international ». Il suffit pour notre propos de souligner que les deux « créditeurs » principaux des Etats-Unis (les Banques centrales de l'Allemagne et du Japon) ont en fait accepté d'absorber toutes les reconnaissances de dette, c'est-à-dire tous les dollars qui sortaient des Etats-Unis pendant les années 1960 [7]. A la fin de 1960 les « avoirs officiels en or et devises étrangères » des Etats-Unis se montaient à 17,8 milliards de dollars ; leurs « obligations à court terme à l'égard de l'étranger », à 17,3 milliards. A la fin de 1970, le premier chiffre était tombé à 11,7 milliards de dollars, le deuxième était monté à 40,5 milliards. L'augmentation d'environ 30 milliards de dollars dans l'endettement net des Etats-Unis pendant la période est du même ordre de grandeur que leur « investissement direct à l'étranger ».

Depuis 1914 presque tous les pays ont vécu sur un système de papier monnaie interne. Et, à partir de 1960, ce système a aussi couvert les transactions internationales. Car en réalité, pendant les quinze dernières années, le monde capitaliste vit dans un système d'étalon dollar, soit un *cours forcé* de papier monnaie, recouvert par le mince voile de la « convertibilité » théorique du dollar en or, voile que Nixon a déchiré le 15 août 1971. C'était là une situation impensable pour l'économie politique « classique » aussi bien que marxiste, pour laquelle un tel système n'est pas « mauvais » (comme l'ont constamment affirmé M. Jacques Rueff et feu le Général de Gaulle), mais intrinsèquement absurde, à la limite de l'impossible et condamné à s'effondrer en l'espace de quelques jours, semaines ou tout au plus mois. Mais ce système apparaît comme « normal » sous les conditions actuelles, car en réalité le capitalisme moderne ne peut fonctionner à moins qu'il n'étende à l'échelle mondiale les fonctions monétaires, bancaires et financières qui sont la base de ses opérations au niveau national. Cela crée des problèmes particuliers, pour lesquels il n'existe ni solution « naturelle » (avec l'or jouant le rôle de « monnaie universelle », comme le pensait Marx), ni solution institutionnelle facile et immédiate.

« Solutions » possibles du problème monétaire international.

L'expansion fantastique des transactions commerciales et financières internationales a rendu impossible, depuis longtemps, l'accomplissement de la fonction de « monnaie internationale » par l'or, et cela, en gros, pour les mêmes raisons qui avaient éliminé partout cette fonction de l'or au niveau national. L'expansion du commerce a requis que les Banques centrales des différents pays se comportent les unes à l'égard des autres comme le font les banques à l'intérieur d'un pays, en acceptant chacune le « papier » des autres (c'est-à-dire les devises respectives ou des créances libellées en devises), et réglant leurs comptes par le moyen d'opérations de compensation et d'opérations comptables. Moyennant un processus similaire à celui qui impose une seule « monnaie » effective à l'intérieur d'un pays donné (même avant que la loi ne définisse une « monnaie légale » unique), une des devises concernées en arrive à jouer le rôle, d'abord de moyen de paiement universel et d'étalon des prix, et, subséquentement, même celui de moyen de conservation des valeurs (permettant de détenir des avoirs « liquides » ou semi-« liquides » sous une forme facilement utilisable sur les marchés internationaux, commerciaux et financiers). Pour des raisons évidentes, cette devise sera celle du pays qui est « dominant » dans les domaines du commerce et de la finance internationaux (la Livre sterling jusqu'à la Première Guerre mondiale, le dollar depuis les années 1930). Mais, contrairement à ce qui se passe à l'intérieur d'un pays donné (où les billets d'une seule banque, la Banque centrale, deviennent « monnaie légale », leur acceptation étant rendue obligatoire par la loi), des pays « indépendants » ne peuvent pas être forcés d'accepter, contre leur volonté, une monnaie étrangère. Ainsi, les soldes finals nets existant entre pays à la fin d'une période doivent pouvoir être réglés par des transferts d'un avoir universellement accepté. Jusqu'à ces dernières années, l'or avait conservé cette fonction, parallèlement au dollar.

Mais, non seulement l'or n'est plus monnaie (par exemple, il n'est pas et ne peut pas être l'« étalon des prix ») ; l'or ne peut même plus accomplir correctement la fonction d'un moyen de règlement final, comme l'ont montré les événements des quinze dernières années. Cela pour différentes raisons, qu'il n'est pas nécessaire d'examiner ici en détail. Qu'il suffise d'en mentionner la principale : dans le climat social et politique existant, aucun pays capitaliste n'est disposé à subordonner sa politique économique - c'est-à-dire le taux d'expansion de sa production et les niveaux de la demande et de l'emploi - à la nécessité de régler en or le solde de ses transactions extérieures. Ils préféreront tous modifier, aussi fréquemment qu'il le faut, leur taux de change. Une fois que cela commence à être pratiqué systématiquement (c'est-à-dire, une fois que le fétichisme concernant la « valeur de la monnaie nationale » est dépassé), la fonction « internationale » de l'or devient superflue.

Le problème monétaire international n'est pas difficile à « résoudre » sur le papier. Une Banque centrale mondiale pourrait être établie, accomplissant les activités qu'une banque centrale accomplit au niveau national, régulant les activités des différentes banques nationales et leur accordant des crédits sous des conditions déterminées. Mais de toute évidence un tel arrangement (qui impliquerait que les différents gouvernements capitalistes auraient abandonné une partie substantielle de leur indépendance économique) serait impossible sans une autorité politique mondiale. Une telle autorité ne peut pas être établie « à l'amiable », étant donné les conflits et les frictions entre les

pays capitalistes (s'il en fallait une preuve, le destin du Fonds Monétaire International l'a fournie). Une banque centrale mondiale pourrait être imposée par la puissance mondialement dominante, aussi longtemps qu'une telle puissance existe (et en fait, le Fonds Monétaire International, pour autant qu'il ait joué un rôle effectif quelconque, était un simple instrument du *Fédéral Reserve System* des Etats-Unis jusqu'à la fin des années 1960 ; pour les Russes, les choses ont été beaucoup plus faciles à l'intérieur de leur aire de domination politique). Le déclin, pendant ces dernières années, de la puissance économique et politique relative des Etats-Unis, et en particulier la forte détérioration de leur balance des transactions extérieures, a fait qu'il leur devient impossible de continuer, et encore moins de renforcer, leurs activités en tant que « régulateur en dernier ressort ».

L'autre possibilité qui reste est le rétablissement d'un mécanisme régulateur plus ou moins « autonome », tel que celui constitué par des changements fréquents des « valeurs » internationales relatives des monnaies nationales. A la limite, cela devient un système de « taux flottants généralisés ». Un tel système comporte ses propres irrationalités et ses propres problèmes ; en particulier, les pays pour lesquels la flotation amène une dévaluation continue de leur monnaie pourront avoir à affronter les problèmes internes que l'on a discutés plus haut à propos des dévaluations pures et simples. Mais, comme quelques experts internationaux l'ont noté l'année dernière, les critiques du système semblent oublier qu'il n'existe pas beaucoup d'autres solutions [8]. La situation qui prévaut actuellement, mélange d'une « flotation généralisée », de l'étalon-dollar et de quelques résidus persistants du rôle traditionnel de l'or, contient des facteurs de déséquilibre encore plus importants.

La tempête monétaire, 1969-1973.

Parmi ces facteurs de déséquilibre, mentionnons seulement le rôle décisif des « anticipations » ou projections portant sur les valeurs futures des monnaies (et donc aussi sur les valeurs internationales des marchandises et avoirs). Ces projections peuvent avoir une influence déstabilisatrice extrême. Ce facteur a joué un rôle central dans la séquence d'événements qui a conduit à la « suspension » indéfinie de la convertibilité du dollar en août 1971 et à ses dévaluations de décembre 1971 et de février 1973. Il avait déjà beaucoup contribué aux infortunes de la livre sterling pendant de nombreuses années. Aussi longtemps que la « confiance » dans le dollar restait solide, non seulement les banques centrales mais aussi les banques privées, les sociétés multinationales, etc. ont continué, pendant des années, à accumuler des dollars (détenant leurs avoirs liquides sous forme de dollars ou de créances à court terme libellées en dollars). Il s'agissait là de centaines de milliards de dollars. Lorsque l'érosion de cette confiance a commencé, en 1969, une « fuite devant le dollar » s'est manifestée, qui s'est rapidement nourrie d'elle-même et a atteint des dimensions inaffrontables pendant le premier semestre 1971, forçant finalement les Etats-Unis à abolir la convertibilité du dollar et par la suite à dévaluer.

Cette séquence d'événements, qui semblait alors devoir laisser l'économie capitaliste sans un moyen de paiement international, aurait pu déclencher une « crise de confiance » générale et conduire à une récession plus profonde que les précédentes ou même à une dépression ; cela d'autant plus, que les événements de l'été 1971 survenaient à un moment où l'économie des Etats-Unis se trouvait encore dans un état de récession fabriqué par la politique économique (1970-1971) et que les autres pays industriels passaient par une des phases périodiques de décélération de leur taux de croissance. Et, de fait, pendant l'automne de 1971, toutes les Bourses subirent des baisses catastrophiques. Les « anticipations » étaient sombres. Et les marxistes annoncèrent, plus fortement que d'habitude, que la « dernière crise » du capitalisme était en train d'arriver.

... et le boom de 1972-1973.

En réalité, et malgré la continuation des troubles monétaires internationaux, un des booms les plus forts de toute l'histoire du capitalisme commença à peu près à ce même moment. Le taux de croissance ; du P.N.B. de l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. est passé de 3,5 % en 1971 à presque 6 % en 1972 et a dépassé 7 % en 1973. En même temps, le commerce international connaissait des taux d'expansion sans précédent. Cette période a été aussi

(excepté une brève fluctuation de la mi-1971 au printemps de 1972, due essentiellement au blocage des prix imposé par Nixon aux Etats-Unis) une période de hausse rapide des prix, causée par les facteurs fondamentaux que l'on a discutés plus haut, dont l'action était cette fois-ci renforcée par la hausse des prix alimentaires (résultat, surtout, de l'admirable efficacité des « politiques » agricoles des Etats-Unis et de l'U.R.S.S.) et des prix des matières premières (pour lesquels le rôle des anticipations inflationnistes a été important). Vers le milieu de 1973, le niveau général des prix dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. était en train d'augmenter à un taux annuel dépassant 8,5 % [9]. Après un certain temps, les dévaluations du dollar ont commencé à produire leurs effets. Pendant l'année 1973, la balance commerciale des Etats-Unis revenait rapidement vers une position excédentaire. Après un minimum atteint en juillet 1973, le rétablissement de la confiance envers le dollar commençait à faire remonter sa valeur internationale.

Au début de l'automne de 1973 on pouvait prévoir que, après le boom exceptionnellement puissant des deux années précédentes, 1974 serait une année d'expansion plus lente (en fait, les signes d'un ralentissement étaient clairs aux Etats-Unis, en Allemagne et au Japon), que la situation monétaire internationale deviendrait beaucoup plus calme, mais que l'inflation continuerait sans faiblir.

L'« accident » de la guerre israélo-arabe.

C'est alors que la guerre israélo-arabe explosa. Le pétrole arabe fut soumis à l'embargo. Les prix du pétrole quadruplèrent en trois mois. Les prix des autres matières premières montèrent au ciel. Et M. Heath, invoquant quelques statistiques erronées, refusa aux mineurs britanniques une modeste augmentation des salaires.

Ces événements confrontèrent le capitalisme occidental à une menace sans précédent. Ce qui se manifestait brutalement, était la claire possibilité d'une dislocation économique résultant de la pénurie soudaine d'un élément physique fondamental de la production (l'énergie). Cette pénurie n'était pas causée par des facteurs économiques, mais par des facteurs politiques. La situation révélait dramatiquement les catastrophiques implications potentielles, qui s'étaient accumulées pendant très longtemps, du processus de développement technologique capitaliste (et « socialiste »). Mais même en deçà d'une dislocation totale, la crise du pétrole aurait pu avoir des effets immenses. En réduisant énormément la demande adressée à certains secteurs stratégiques de la production capitaliste (automobile, aéronautique etc.) et en diminuant en même temps les possibilités de production de presque tous les autres secteurs (même de l'agriculture), ceci ne compensant nullement cela, la crise du pétrole aurait pu réduire à néant les anticipations des entreprises, provoquer des coupes très lourdes de l'investissement aussi bien que de la consommation, et aboutir cumulativement à une dépression *combinée* avec des hausses des prix - encore plus fortes. En bref, elle aurait pu conduire à une situation où un Napoléon doublé d'un Keynes se serait senti perdu, et où les Nixon, les Heath, les Wilson et les Pompidou auraient fait figure d'enfants arriérés à qui l'on demande de résoudre les problèmes de la théorie des champs unifiée. Dans une telle situation les instruments traditionnels de « régulation de la demande », que les gouvernements capitalistes avaient enfin péniblement appris à utiliser, auraient été totalement vains. Des mesures proches de celles d'une économie de guerre auraient dû être appliquées (allocation rigoureuse des ressources rares, contrôle des prix et des salaires sinon rationnement universel, etc.), et l'on aurait eu à les faire accepter par la population dans des conditions de « paix ».

Perspectives présentes.

Au moment où j'écris (début mars 1974), tout semble indiquer que, à moins que des luttes sociales ne se développent (ce qui est bien évidemment possible, et même plus probable que, par exemple, il y a un an, mais aucunement inévitable), l'économie capitaliste sera capable de réémerger de l'énorme tempête provoquée par la crise du pétrole - qui est venue s'ajouter aux premières manifestations d'un ralentissement du cycle économique, lui-même s'ajoutant à une crise monétaire internationale qui traîne, elle-même s'ajoutant à une inflation constamment accélérée -, et cela seulement au prix d'une nouvelle récession. Cette récession pourrait même ne pas être plus sévère que d'autres récessions que l'on a observées depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale [10].

Mais il faut bien le noter : nous *ne sommes pas, absolument pas* liés ni par cette « prévision » particulière, ni par ce type de prévision. Il aurait pu y avoir (et cela pourrait encore se produire) à cette occasion (ou à une autre, dans l'avenir), une crise économique très profonde, ou même une dislocation de l'économie capitaliste encore plus aiguë que n'en ait jamais osé rêver même le trotskiste le plus exalté. Mais une telle crise ne constituerait pas une confirmation, mais une *réfutation* de toute la conception marxiste, économique et générale. Car elle ne saurait être saisie au moyen d'une analyse marxiste, pour les mêmes raisons que la situation présente ne saurait être saisie au moyen d'une analyse de ce type. Elle n'aurait pas été le résultat des facteurs que le marxisme considère comme agissants et fondamentaux. En particulier, elle n'aurait pas été le produit d'une « contradiction » entre la capacité du système à « produire de la plus-value » et son incapacité à « réaliser la plus-value ». Elle aurait été le résultat de facteurs sur lesquels le marxisme n'a rien ou presque rien à dire (ou qu'il considère comme secondaires et périphériques par rapport aux « lois économiques fondamentales » du capitalisme). Les plus importants de ces facteurs sont : les luttes sociales comme déterminant fondamental de l'évolution économique ; les conflits politiques entre les couches dominantes des différents pays et à l'intérieur de ces couches ; la manière, nécessairement mi-« rationnelle » mi-« irrationnelle » d'après laquelle les gouvernements capitalistes gèrent l'économie et décident de leur politique générale ; le jeu politico-militaire mondial et son étape présente (qui conditionne la capacité des chefs de quelques tribus bédouines à extraire des puissances impérialistes, l'espace d'une nuit, une rente d'environ cent milliards de dollars par an. Cela peut-il être expliqué en termes de la « théorie de la valeur-travail » - ou bien est-ce là une manifestation de la « baisse du taux de profit » ?) ; et, *last but not least*, l'absurdité intrinsèque du développement *technologique* capitaliste, célébré par Marx et les marxistes comme la Raison agissante en personne.

La possibilité du déclenchement d'une crise économique (dont l'apparition, le type et le contenu auraient été imprévus et imprévisibles pour n'importe qui, et en particulier pour les marxistes utilisant leur « méthode ») à partir des récents événements politiques internationaux, confirme amplement les conceptions formulées dans *Le mouvement révolutionnaire dans le capitalisme moderne*. Une telle crise, si elle était apparue - ou si elle apparaissait maintenant - aurait été un « accident » par rapport à l'économie elle-même. Elle n'aurait pas été l'effet du fonctionnement propre de l'économie comme telle, mais de facteurs extrinsèques, extérieurs à l'économie - et cela est, depuis Aristote, la définition même de l'« accident ». J'ai écrit plus haut (Chapitre VI du « *Mouvement révolutionnaire...* ») que « *chaque crise particulière peut apparaître comme un 'accident' ; mais, dans un tel système, l'existence d'accidents, et leur répétition périodique - quoique non 'régulière' sont absolument nécessaires* ». Car cette société est fondamentalement *irrationnelle*. Et cela implique qu'il n'existe pas une « dynamique de ses contradictions » simple, directe, belle (et ainsi finalement rationnelle). Cela peut pousser au désespoir ceux qui croyaient avoir trouvé, dans trois formules économiques élémentaires, la clé des secrets de l'histoire humaine. Mais ces gens, quelle que soit l'étiquette qu'ils s'attribuent, n'avaient jamais compris quel est l'objet de la révolution.

Les révolutionnaires qui veulent comprendre le fonctionnement du système doivent se situer à ce point archimédien : la lutte des êtres humains contre leur aliénation, et le conflit et le déchirement qui en résultent dans toutes les sphères, tous les aspects, tous les moments de la vie sociale. Aussi longtemps que cette lutte continue, les couches dominantes continueront à être incapables d'organiser leur système d'une manière cohérente, et la société continuera à rouler d'accident en accident. Telles sont les conditions de l'activité révolutionnaire à l'époque présente - et elles sont amplement suffisantes.

17 mars 1974

[1] Voir « *Capitalisme moderne et révolution, Vol. 2 ; Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne* », ed. 10 / 18, 1979, pp. 47 - 54 et 184 - 192

[2] V. « Recommencer la révolution », S. ou B. N° 35, janvier 1964 [maintenant in *L'expérience du mouvement ouvrier*, 2, pp. 307-365], et « Marxisme et théorie révolutionnaire », S. ou B., Nos 36 à 40, avril 1964 à juin 1965 [maintenant in *L'Institution imaginaire de la société*, le Seuil,

1975, Première Partie].

[3] P. ex. A. Glyn et B. Sutcliffe, *British Capitalism, Workers and the Profit Squeeze*, Penguin 1972.

[4] De même : 1) je n'ai pas volé, 2) j'ai volé, mais seulement 10 F, non pas 1000 F, 3) j'ai volé parce que j'avais faim.

[5] Les 22 pays de l'O.C.D.E. (Europe non soviétique, Etats-Unis, Canada, Australie et Japon) comprennent pratiquement tous les pays « occidentaux » industrialisés, et rien qu'eux (les exceptions étant l'Afrique du Sud et la Nouvelle-Zélande, qui n'y sont pas comprises, et le Portugal et la Turquie, qui le sont). Sauf mention contraire, les données statistiques dans ce texte, sont prises dans les *Comptes nationaux des pays de l'O.C.D.E. 1960-1970*, O.C.D.E., Paris 1972, *Statistiques de la population active 1959-1970*, O.C.D.E., Paris 1972, les *Principaux indicateurs économiques* (mensuel) et les *Statistiques rétrospectives 1959-1969*, O.C.D.E., Paris 1970.

[6] Sur laquelle s'appuie nécessairement, soit dit en passant, l'ensemble de l'économie politique, classique, néo-classique et marxiste.

[7] L'Accord de Bretton Woods de 1945 prévoyait que les dollars étaient convertibles en or, c'est-à-dire que les banques centrales étrangères pouvaient toujours demander que les dollars en leur possession soient échangés contre de l'or. Les Etats-Unis se sont conformés à cette règle aussi longtemps qu'ils le pouvaient et le voulaient, c'est-à-dire pendant les années 1950. Pendant les années 1960 ils ont cessé de le faire et ont été obligé par divers moyens - les « Bons Roosa », les accords de « swap », etc. - leurs alliés à absorber un montant net d'environ 30 milliards de dollars. La France gaullienne a refusé de jouer le jeu, et a continué de convertir ses excédents en or - une politique sagement marxiste. Cela ne lui a procuré à la fin aucun avantage, mais les hymnes français aux mérites intrinsèques de l'or, par ailleurs totalement à côté de la question, ont joué un rôle dans l'érosion de la confiance vis-à-vis du dollar, et ont ainsi contribué à la crise monétaire de 1969-1973. Quant aux autres pays, les raisons principales qui leur ont fait accepter les exigences américaines étaient évidemment politiques. Mais elles étaient aussi économiques : si l'étalon dollar était abandonné le seul autre terme praticable de l'alternative était l'adoption de taux de change flottants, ou - ce qui revient au même - des réévaluations périodiques des monnaies des autres pays (deutsche Mark, yen) que les pays concernés ont essayé d'éviter aussi longtemps que possible, pour ne pas diminuer leur compétitivité internationale. Bien entendu, ils n'ont pas pu l'éviter à la fin.

[8] O.C.D.E., *Perspectives économiques*, juillet 1973.

[9] Les données chiffrées de ce paragraphe proviennent des *Perspectives économiques* de l'O.C.D.E., juillet 1973.

[10] Cela doit être assorti d'une restriction - qui est en fait très importante. C'est que, une fois que la hausse massive « une fois pour toutes » du niveau des prix causée par les événements récents aura fini de se propager à travers le système (les économies capitalistes dominantes doivent permettre que cette hausse ait lieu, afin de réduire le changement des termes de l'échange entre pays industrialisés et pays producteurs de pétrole et de matières premières, et rétablir un certain équilibre des transactions entre les premiers et les seconds), les pays capitalistes réussissent soit à arrêter l'accélération de l'inflation des prix, soit à apprendre à vivre sous des conditions « latino-américaines ». Rien ne garantit qu'ils y parviendront. Rien non plus, qu'ils n'y parviendront pas. Comme je l'ai dit à plusieurs reprises l'issue dépend, en dernier lieu, des réactions et des actions des travailleurs.